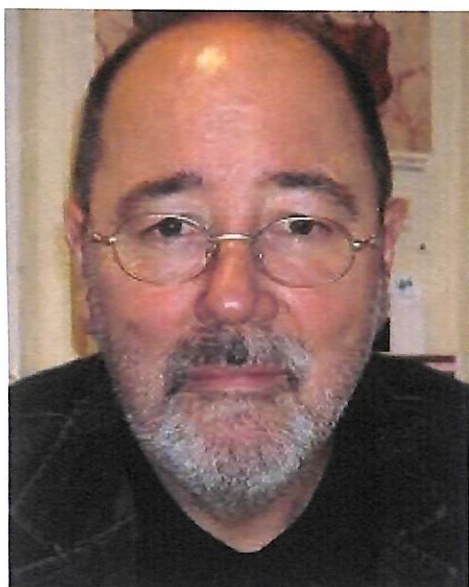


L'ÉCOLE MODERNE ET SES DÉFIS

Eirick PRAIRAT

*Professeur à l'université de Lorraine
et membre de l'Institut universitaire de
France (IUF).*



L'école moderne a trois grands défis à relever : un défi de justice, un défi d'efficacité et un défi d'hospitalité. Ces trois défis ne sont pas des difficultés conjoncturelles dont on pourrait s'acquitter avec quelques petites mesures ou quelques arrangements de circonstance. Ce sont des tâches sans cesse recommencées, sans cesse continuées, inscrites au cœur même du projet scolaire pour que celui-ci soit, chaque jour, un peu plus fidèle à son idée. Mais il faut peut-être déjà réaffirmer le sens de l'institution scolaire. Redire haut et fort qu'elle est un lieu spécifique, propre, irréductible à l'espace domestique et aux mondes du travail et de la délibération politique. A l'heure où l'on ne sait plus très bien s'il faut l'ouvrir sur le monde ou la sanctuariser, à l'heure où le droit et la police s'immiscent en son sein, parfois de manière un peu brutale, souvent de manière spectaculaire, il est urgent de faire retour sur le sens d'une institution qui doit être vouée à la formation et à l'émancipation des hommes.

LE SENS DE L'ÉCOLE

On peut résumer ce qu'est fondamentalement l'école par quatre grandes propositions.

L'ÉCOLE, LIEU DE TRANSMISSION ET DE FORMATION

L'école est d'abord un lieu d'étude. Car à proprement parler, ni la famille, ni le monde n'ont vocation à instruire. Bien sûr, les connaissances enseignées à l'école varient en fonction des savoirs scientifiques disponibles et des exigences socio-économiques du moment. Mais au-delà de cette transmission qui vise à élever l'enfant (l'adolescent) à l'idée d'un monde commun ; l'école vise à affranchir, c'est-à-dire à former des esprits lucides et critiques. Si l'objectif de l'école, saisie dans sa dimension socio-historique, est de transmettre une culture commune, toujours variable dans ses contours et ses contenus, son horizon philosophique ne peut être que l'émancipation des sujets qui lui sont confiés. En ce sens, elle est un lieu de formation intellectuelle. Elle est aussi un lieu de formation morale et politique. Ne réduisons pas ces enjeux à l'intériorisation de quelques règles et à l'inculcation de quelques préceptes.

La formation morale qui est à proposer n'est ni un conditionnement, ni une catéchèse. Il s'agit de promouvoir une morale civique compatible avec les choix privés les plus divers aux plans culturel et spirituel. Morale des temps modernes et de l'homme



démocratique, c'est une morale ouverte à tous et qui doit permettre, à chacun, d'échapper à la fois à la clôture narcissique et au grégairisme communautaire. Il s'agit enfin de former de jeunes démocrates et de jeunes républicains pour permettre à la société de se renouveler tout en restant fidèle à ses idéaux. Nous pourrions, dans les pas d'Habermas, parler de « patriotisme principiel » pour souligner que le rôle de l'école est de favoriser, par delà les déclinaisons partisans, l'adhésion raisonnée et réfléchie à quelques grands principes politiques fondateurs (la primauté de l'intérêt général, le souci de la délibération ou encore le sens des responsabilités).

L'ÉCOLE, LIEU TRANSITIONNEL

Ni domestique, ni politique, l'école est un espace intermédiaire. Il faut sur ce point retenir la leçon des philosophes : de Hegel (sphère médiane) à Arendt (espace prépolitique) en passant par Alain (moyen terme) et Dewey (environnement particulier), tous ont souligné que l'instruction/formation exigeait un tiers-lieu. L'école est entre la famille et les mondes du

travail et de l'activité publique et c'est précisément parce qu'elle est à l'interface que nous ne saurions la réduire à aucune de ces trois instances. Elle est aussi, d'un autre point de vue, un espace transitionnel. Elle prépare et organise le cheminement, le passage d'un monde vers d'autres mondes. L'idée de transition évoque les idées d'entre-deux et d'espacement. Sur le registre temporel, nous sommes renvoyés aux idées de durée et de maturation. C'est ici, là où se noue la question de l'espace et du temps, que vient s'inscrire la question de l'autorité. Parce que l'on ne s'autorise jamais seul à être contemporain du monde, parce que l'on y entre toujours accompagné, l'éducation requiert l'exercice de l'autorité.

Si l'école prépare à un au-delà d'elle-même, elle ne peut ignorer les réalités mondaines. Le droit, pour évoquer une question vive, a dans sa dimension principielle sa place à l'école, car former un citoyen c'est l'initier à l'intelligence de la chose juridique. C'est effectivement à l'école que l'élève doit découvrir et expérimenter la valeur et la nécessité de cet ordre symbolique structurant. Cela dit, si l'école doit faire



signe vers l'univers du droit qui attend le futur adulte citoyen, elle ne doit pas pour autant abandonner sa position d'extraterritorialité et s'inscrire dans une stricte continuité de l'espace public. Car ce faisant, elle prendrait non seulement le risque de s'abolir comme lieu propre mais ferait peser sur l'enfant une responsabilité inédite, contraire à l'idée d'une responsabilisation progressive. Mieux qu'un sanctuaire qui évoque la clôture et l'isolement, l'école est un lieu séparé, mais ce qui la sépare du monde est moins de l'ordre de l'étanchéité que de la porosité.

L'ÉCOLE, LIEU DE SIMULATION

L'école valorise dans le champ pluriel des formes d'excellence quelques formes qui lui paraissent plus pertinentes et formatrices que d'autres (savoir lire, argumenter, analyser, ...). Le propre de l'école ne réside pas dans cette opération de choix mais dans le mode de confrontation qu'elle instaure avec celles-ci. Faire, refaire, c'est une banalité de dire que l'école est

un lieu d'exercice, car il n'y a d'apprentissage assuré que par le mouvement répété par lequel on se saisit d'une connaissance. « Si l'apprentissage se bornait à une simple réception, note Hegel, le résultat n'en serait guère meilleur que si nous écrivions des phrases sur l'eau ; car ce n'est pas la réception mais l'auto-activité par laquelle on se saisit de quelque chose, et la faculté d'utiliser, à nouveau, une connaissance, qui, seules, en font notre propriété ».

Tout apprentissage nécessite la mise en place de situations formalisées et hiérarchisées, de dispositifs simplifiés que le réel ne peut offrir que de manière imparfaite et aléatoire. L'acte d'apprendre requiert aussi, comme à titre de conséquence, la reconnaissance d'un droit à l'erreur et à la bêtise, celles-ci ne sauraient être tenues pour des échecs définitifs. A l'école, on doit pouvoir se tromper et errer sans dommage car si l'école a « le sérieux du monde », elle n'en a pas pour autant la dureté. A l'école, on ne paie jamais cash ses bêtises, elles ne sont pas supprimées mais amorties. C'est pour cette raison que l'apprentissage scolaire offre des situations simulées (brevet, baccalauréat blanc, ...), des épreuves planifiées où l'on neutralise, ne serait-ce que partiellement, les conséquences.

L'ÉCOLE, LIEU HOSPITALIER

L'école doit aussi et enfin être un lieu hospitalier, telle est sa dernière grande propriété. Elle doit accueillir tous les enfants sans exclusive : le blanc, le noir, le droit, le tordu, le riche, le pauvre... L'idéal démocratique a rendu cette exigence plus vive. Mais à tout dire, l'hospitalité scolaire précède l'avènement démocratique car elle est consubstantielle à l'idée même d'école. Parce que chaque enfant est convié à réaliser en lui l'idéal d'humanité, l'école se doit d'être ouverte à tous. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'étonnante formule d'Alain selon laquelle l'école est « chose naturelle ». Si les technologies nouvelles ont un rôle majeur à jouer, c'est animées par l'exigence décisive de rendre le savoir chaque jour plus accessible, chaque jour plus partageable.

L'hospitalité éducative n'est pas un principe juridique, celui d'un lieu en droit ouvert à tous, c'est l'effectivité même d'une institution qui entend rester fidèle à son projet. C'est précisément parce que l'école a à enseigner à tous qu'elle n'a pas tout à enseigner, ce n'est pas la totalité qui la caractérise mais l'hospitalité. Si l'expression « école démocratique » a un sens, ce n'est pas parce qu'elle est un rassemblement d'égaux mais parce qu'elle a vocation à accueillir, ne serait-ce qu'un moment, l'ensemble d'une classe d'âge. C'est ce principe d'hospitalité qui permet de distinguer l'Ecole –l'école fondamentale– des autres écoles (particulières, privées, confessionnelles...), de celles qui s'autorisent à choisir leur public. On peut alors dire de l'école qu'elle est non seulement comptable des élèves qu'elle accueille mais qu'elle est aussi, d'une autre manière, responsable du devenir de ceux qui la quittent.

Défis d'aujourd'hui, tâches infinies...

LE DÉFI DE JUSTICE

Quels sont donc ces trois grands défis qui incombent à l'école moderne? Rendre l'école plus juste, voilà la première tâche. On sait l'importance du moment bourdieusien sur cette question. Un récent numéro du Nouvel Observateur titrait un de ses articles : « Attention, Bourdieu revient », en fait, il ne nous a jamais vraiment quittés tout simplement parce que l'école n'en aura jamais fini avec l'impérieuse exigence de la justice. Les injustices se déplacent, prennent d'autres formes, procèdent selon d'autres mécanismes, émergent à d'autres moments du cursus, fragilisent certaines populations plus que d'autres... Il appartient aux sociologues et aux chercheurs en didactique de nous éclairer, de nous rendre attentifs à ces métamorphoses, à ces déplacements, à ces reconfigurations sans cesse redessinées. Nous sommes encore loin du rêve condorcetien d'une école pensée comme lieu où les hommes deviennent égaux ; raison de plus pour maintenir le cap.

LE DÉFI D'EFFICACITÉ

Parce que l'école est un lieu transitionnel, ouvert sur un avenir, parce qu'elle est liée aux exigences

toujours plus complexes de notre monde, l'école doit être efficace, tel est le second défi. Pensons à ces milliers d'élèves qui sortent de l'école chaque année sans certification. C'est aujourd'hui presque 6% des jeunes, souvent issus des milieux sociaux les plus modestes, qui quittent l'institution sans qualification. Si on inclut les élèves qui n'ont ni CAP/BEP, ni baccalauréat, c'est 15 à 18% d'une classe d'âge qui est chaque année concerné. Jeunes adultes fragilisés sur le marché du travail et voués à la désespérance sociale. C'est le talon d'Achille de notre école, les détracteurs de l'institution le savent, ils ne manquent jamais une occasion de mettre le doigt sur cette « constante macabre ».

LE DÉFI D'HOSPITALITÉ

Les sociologues nous ont déjà beaucoup appris sur la notion de climat scolaire. Or, l'idée d'hospitalité transcende cette question. Bien sûr, la question du bien-être à l'école a son importance et il n'est pas acceptable que nombre d'élèves aillent aujourd'hui à l'école à reculons, stressés. Comment en effet ne pas être inquiet devant le mouvement croissant de désertion scolaire et la seule réponse de pénalisation qu'elle a suscitée (suspension des allocations familiales et obligation pour les parents de souscrire un contrat dit de « responsabilisation »). L'hospitalité est bien plus que l'accueil, elle est au sens fort du terme l'espace fait à autrui. Elle exige donc que l'on fasse une place, personnelle et institutionnelle, à chacun afin que nul ne se sente étranger à l'école. L'hospitalité est une caractéristique du lieu scolaire, mieux, un élément de définition car l'essence de l'école, comme l'essence de la culture d'ailleurs, est d'être hospitalité. C'est paradoxalement le défi le plus important, le défi majeur, car il est celui qui in fine conditionne la réussite des deux autres.

** Eirick Prairat est Professeur de sciences de l'éducation à l'université de Lorraine et membre de l'Institut universitaire de France (IUF). Il a récemment publié L'autorité éducative : déclin, érosion ou métamorphose (PUN, réédition 2011) et La sanction en éducation (PUF, Que sais-je ? 2011, 5ème édition remise à jour).*